

MEXIQUE

Amnesty International demande l'ouverture d'une enquête véritablement indépendante sur le massacre commis au Chiapas et sur le rôle des groupes paramilitaires

Index AI : AMR 41/118/97

Les autorités ne peuvent se contenter de mener une enquête de routine sur le massacre de 45 indigènes qui a eu lieu lundi dernier dans l'État du Chiapas, a déclaré ce jour (mardi 24 décembre) Amnesty International.

« Ces événements – qui viennent à la suite d'une longue série de meurtres isolés et de tueries – ne soulignent pas seulement à quel point il est impératif que les autorités traduisent en justice les instigateurs et les auteurs du massacre perpétré au Chiapas. Ils montrent également qu'il est nécessaire d'ouvrir dans les plus brefs délais une enquête publique, exhaustive et indépendante sur le développement des groupes paramilitaires qui, selon de nombreuses sources, opèrent avec le soutien des forces de sécurité, des autorités locales et des hommes politiques liés au Partido Revolucionario Institucional (PRI, Parti révolutionnaire institutionnel), le parti qui détient le pouvoir au Mexique », a indiqué l'organisation de défense des droits de l'homme.

Amnesty International appelle le président Ernesto Zedillo à user de ses pouvoirs politiques et constitutionnels pour veiller à ce qu'une commission d'enquête soit rapidement créée à cet effet. L'Organisation exhorte par ailleurs les autorités à prendre toutes les mesures qui s'imposent afin de garantir la protection des membres des communautés indigènes contre toute nouvelle attaque.

La direction de cette commission d'enquête doit être confiée à une personne dont l'indépendance politique et l'autorité morale soient reconnues, tant au Mexique que par la communauté internationale. De même, la composition de cet organe doit non seulement refléter son indépendance, mais aussi sa volonté de faire respecter les normes internationales universellement reconnues en matière de droits de l'homme.

De surcroît, en étudiant la question de la prolifération des groupes paramilitaires au Mexique, la commission doit également examiner la réponse politique que doivent apporter à ce problème les autorités fédérales et celles des États, en définissant de grandes orientations mais aussi des mesures concrètes.

« La grande majorité des Mexicains souhaitent que les pouvoirs publics s'attachent en priorité à faire respecter la légalité et à assurer la protection des droits de l'homme – une tâche à laquelle ils doivent s'atteler sans tarder afin d'empêcher que la tuerie tragique de lundi dernier ne se répète », a fait observer Amnesty International.

L'appel lancé par l'Organisation fait suite au document qu'elle a soumis au président Ernesto Zedillo en septembre dernier ; elle s'y disait préoccupée du fait que les enquêtes précédemment menées sur des violations des droits de l'homme n'avaient, dans la plupart des cas, pas permis d'identifier ni de traduire en justice les instigateurs et les auteurs matériels de ces atteintes flagrantes aux droits fondamentaux.

« La société mexicaine est marquée depuis trop longtemps du sceau de l'impunité, qui sape les fondements de la protection des droits de l'homme et encourage la poursuite de leurs violations »

